



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 24/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **KNAUF ILE DE FRANCE**

Route de Bray  
77130 MAROLLES SUR SEINE

Références : E/23 0260  
Code AIOT : 0006501518

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2023 dans l'établissement KNAUF ILE DE FRANCE implanté Route de Bray 77130 MAROLLES SUR SEINE. L'inspection a été annoncée le 21/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KNAUF ILE DE FRANCE
- Route de Bray, 77130 MAROLLES SUR SEINE
- Code AIOT : 0006501518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installée depuis le début des années 1990, la Société KNAUF ILE-DE-FRANCE est spécialisée dans la fabrication, transformation et stockage de polymère expansé. Le volume maximum autorisé pour la transformation de polymères est de 50 t/j. Les volumes stockés (billes, blocs, produits finis...) sont de 43 200 m<sup>3</sup>.

Les activités de la Société KNAUF ILE-DE-FRANCE sont réglementées et/ou autorisées par :

- l'arrêté préfectoral n° 11/DCSE/IC/069 du 29 juin 2011 autorisant la Société KNAUF ILE-DE-FRANCE à poursuivre et à étendre les capacités de production et de stockage pour la fabrication et la transformation de polymère expansé au sein du site existant implanté sur le territoire de la commune de MAROLLES-SUR-SEINE (77 130), Route de Bray ;
- le récépissé de déclaration n° 2012/DRIEE/UT77/105 du 12 juillet 2012 concernant l'exploitation d'une installation de distribution de GPL soumises à déclaration au titre de la rubrique 2714 (D) de la nomenclature des ICPE ;
- le courrier préfectoral de bénéfice des droits acquis du 26 janvier 2015 actant le classement du site au régime d'enregistrement au titre de la rubrique n° 2661-1-b de la nomenclature.
- l'arrêté préfectoral n°2020 DRIEE UD77 117 du 15 décembre 2020 imposant des prescriptions complémentaires à la société KNAUF Ile-de-France pour son site route de Bray à Marolles-sur-Seine en cas de déclenchement de la procédure d'alerte pour une pollution atmosphérique à l'ozone ou aux PM<sub>10</sub>.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- rejets des effluents
- risques accidentels

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'Inspection a constaté le bon entretien du site. Il est également à noter la bonne prise en compte par l'exploitant des remarques de l'Inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Risque incendie	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.6.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 2.1.3	/	Sans objet
2	Propreté	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 2.2.1	/	Sans objet
3	Effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 4.2.4.2	/	Sans objet
4	Séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 4.3.5	/	Sans objet
5	Eaux pluviales de voiries	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 4.3.11	/	Sans objet
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.5.3.1	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de rappeler à l'exploitant qu'une autorisation de la DRIEAT doit être accordée avant toute mise en service d'une nouvelle installation.

La visite du site avec l'exploitant a servi à identifier quelques manquements, notamment l'accessibilité à certains moyens d'extinction incendie. L'exploitant devra transmettre à l'Inspection les moyens mis en œuvre pour y remédier.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Surveillance de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, surveillance de l'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une bonne connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
<b>Constats :</b> L'exploitant affirme que ses opérateurs sont formés à la conduite des machines et aux dangers de celles-ci. Il effectue des rappels s'il constate des dérives.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, propreté
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
<b>Constats :</b> La visite du site a permis de constater le bon entretien général des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Effluents liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 4.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, isolement avec les milieux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur (obturateur). Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> Les deux bassins d'orages sont équipés de vannes permettant l'isolement du réseau. Les clés pour actionner le système sont positionnées à proximité des vannes d'arrêt. Le mode opératoire est présent et lisible au niveau du bassin EP B. Il est absent au niveau du bassin EP A. L'exploitant a pris note de le repositionner.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Séparateur d'hydrocarbures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 4.3.5	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :	
<i>Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté</i> Nature des effluents Traitement du rejet Exutoire du rejet	N° 1 EU Fossés toutes eaux puis installation d'assainissement autonome Trop plein vers le bassin d'orage
<i>Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté</i> Nature des effluents Traitement du rejet Milieu naturel récepteur	N° 2 EP de toitures, de voirie et condensats de vapeur Bassin d'orage de 2 000 m <sup>3</sup> puis traitement par un séparateur d'hydrocarbures La Seine
<i>Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté</i> Nature des effluents Traitement du rejet Milieu naturel récepteur	N° 3 EP de toitures, de voirie Traitement par un séparateur d'hydrocarbures Puisard
<b>Constats :</b> Un point a été fait avec l'exploitant pour localiser les points de rejets de ces effluents et leurs dénominations. Le point EP C, objet de non-conformités lors des inspections précédentes, a été supprimé début 2022 par l'exploitant. Ce rejet a été relié à EP A (nom exploitant).  Les eaux usées du site, les eaux de voiries et de toitures sont dirigées vers la microstation, puis le bassin d'orage au nord est du site. Elles sont évacuées vers la Seine via le point EP A. Cela correspond à EU n°1 et EP n°2 de l'arrêté préfectoral.  Les eaux de ruissellements sont dirigées vers le séparateur d'hydrocarbures au nord ouest du site avant d'être déversées dans le bassin d'orage (EP B). Cela correspond à EP n°3 de l'arrêté préfectoral.  Un arrêté complémentaire sera rédigé afin d'acter les PAC transmis à l'Inspection. Une actualisation des points de rejet des effluents sera également faite.	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet	



## N° 5 : Eaux pluviales de voiries

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 4.3.11											
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux pluviales de voiries											
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet											
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales et résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : Référence du rejet vers le milieu récepteur : N° 3 (Cf. localisation du rejet sous l'article 4.3.5)											
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètre</th><th>Concentration moyenne journalière (mg/l)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>MEST</td><td>35</td></tr> <tr> <td>DCO</td><td>125</td></tr> <tr> <td>DBO<sub>5</sub></td><td>30</td></tr> <tr> <td>Hydrocarbures totaux</td><td>10</td></tr> </tbody> </table>		Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	MEST	35	DCO	125	DBO <sub>5</sub>	30	Hydrocarbures totaux	10
Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)										
MEST	35										
DCO	125										
DBO <sub>5</sub>	30										
Hydrocarbures totaux	10										
<b>Constats :</b> Le laboratoire WESSLING est intervenu le 6 décembre 2022 pour analyser les points de rejets EP A (EU n°1 et EP n°2 dans l'arrêté préfectoral) et EP B (EP n°3 dans l'arrêté préfectoral).  Le laboratoire a effectué deux prélèvements espacés d'une demi heure. Il n'a pas moyenné les résultats et ne les a pas comparés aux valeurs limites de l'arrêté préfectoral du site.  Cependant, à la lecture de ces analyses, les valeurs limites définies par l'arrêté préfectoral semblent respectées.											
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite											
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet											

## N° 6 : Risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention :
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.  L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'Inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.  Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'Inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Les rapports de différents contrôles ont été présentés à l'Inspection :  – les extincteurs ont été vérifiés le 10/05/2022 par ARLI,  – les RIA ont été vérifiés le 16/11/2022 par ARLI.</p> <p>Selon l'exploitant, le site n'est pas soumis à un Plan d'Opération Interne (POI).  L'exploitant a mis en place un plan d'intervention des secours qui est à la disposition des secours. Il l'a également transmis au SDIS et à la caserne en charge des secours du site.</p> <p>Lors de la visite du site, l'Inspection a constaté que certains moyens de défense incendie n'étaient pas accessibles car placés derrière du stockage de blocs de PSE.</p> <p>L'exploitant devra, sous 3 mois, justifier auprès de l'Inspection la mise en conformité de l'accessibilité des moyens de défense incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2011, article 7.5.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. [...]</p>
<b>Constats :</b> Il a été constaté la présence de rétention sous les produits stockés sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet